



Clio. Femmes, Genre, Histoire

6 | 1997  
Femmes d'Afrique

---

## « Une œuvre inutile » ? La scolarisation des filles par les missionnaires catholiques dans le Sud-Est du Nigéria (1885-1930)

Estelle PAGNON

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/375>

DOI : 10.4000/clio.375

ISSN : 1777-5299

### Éditeur

Belin

### Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 1997

ISBN : 2-85816-346-4

ISSN : 1252-7017

### Référence électronique

Estelle PAGNON, « « Une œuvre inutile » ? La scolarisation des filles par les missionnaires catholiques dans le Sud-Est du Nigéria (1885-1930) », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 6 | 1997, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/375> ; DOI : 10.4000/clio.375

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# « Une œuvre inutile » ? La scolarisation des filles par les missionnaires catholiques dans le Sud-Est du Nigéria (1885-1930)

Estelle PAGNON

---

- 1 L'entreprise missionnaire a connu à partir du XIXe siècle un changement radical dans ses buts et ses méthodes. S'appuyant sur ses expériences passées et sur un échec de l'apostolat direct, elle en a conclu que « le Christianisme devait être greffé sur un certain niveau de civilisation, qu'il fallait former l'homme avant de former le chrétien »<sup>1</sup>. Cette nouvelle philosophie missionnaire fut plus particulièrement appliquée à l'Afrique subsaharienne, celle-ci étant ravalée au « niveau le plus bas dans l'échelle des civilisations ». Son « éducation » devait devenir le leitmotiv des missionnaires, et l'Ecole la « nurse de l'Eglise en enfance »<sup>2</sup>. Le cas du Sud-Est du Nigéria se révèle particulièrement intéressant car c'est grâce à ce mode d'apostolat que les Pères du Saint-Esprit, congrégation catholique française fondée en 1703 par François-Claude Poullard des Places et reprise en main en 1848 par François Marie-Paul Libermann (fondateur de la Société du Saint-Cœur de Marie en 1841), purent y établir l'une des plus importantes communautés catholiques d'Afrique de l'Ouest. Les Pères, en majorité Français, puis Irlandais dans les années 1920, s'implantèrent sur la rive Est du fleuve Niger, à Onitsha fin 1885. En 1926, 1 400 postes de catéchistes, 55 204 catholiques et 111 006 catéchumènes étaient répartis dans le vicariat de Nigéria Méridional, divisé en cinq provinces (Onitsha, Owerri, Calabar, Ogoja et Munshi) comprenant près de huit millions d'habitants, dont principalement les Igbo, les Ibibio, les Effik et les Munshi. L'action des missionnaires s'orienta d'abord, par le biais du rachat des esclaves, vers des buts humanitaires tels que l'abolition de l'esclavage, de la traite, des sacrifices humains et de l'anthropophagie. Ils s'adressaient aux parias des sociétés africaines. Cependant, constatant que la présence de ces derniers éloignait les « libres » de la Mission, les Pères se tournèrent rapidement vers les populations locales en prodiguant des soins aux malades et une éducation « chrétienne » et occidentale aux enfants, leur offrant ainsi la possibilité d'accéder aux

emplois nouvellement créés par le système d'administration indirecte du colonisateur anglais, par les compagnies commerciales et la Mission elle-même.

- 2 Les progrès de la scolarisation furent fulgurants au début du XXe siècle. En 1926, les Pères possédaient 1 191 écoles primaires - dont une école de filles, où 44 846 garçons et 225 filles étaient inscrits, soit un rapport de 5 filles scolarisées pour 1 000 garçons. Ces chiffres sont à la fois les plus élevés pour le nombre d'établissements et d'élèves masculins et les plus bas pour les effectifs féminins de toutes leurs missions d'Afrique Occidentale et Orientale<sup>3</sup>. Comment un tel déséquilibre peut-il s'expliquer, en dépit d'un effort éducatif intense de quarante années de la part des missionnaires et d'une volonté avérée de scolariser les filles ?
- 3 En effet, hormis le fait que les Pères aient recueilli des jeunes filles, femmes esclaves et orphelines, dont ils avaient la charge, ils furent rapidement conscients que « la femme » était, selon l'expression d'Etienne Lamy, « la réserve religieuse du genre humain »<sup>4</sup> car la première éducatrice des enfants. Eduquer une fille revenait à christianiser une future famille. Pour « changer la femme » africaine, l'éloigner de ses « mœurs dissolues », lutter contre les cultes locaux, la nudité, le *Mpobo-Nkukho*<sup>5</sup>, la polygamie, le port de parures et d'anneaux, il valait mieux l'élever et la prendre en charge dès son plus jeune âge. Ils ouvrirent donc à Onitsha, en avril 1886, une première école mixte avec neuf élèves, mixité adoptée pendant près de quatre ans dans le cadre d'une véritable guerre scolaire et évangélique entre les quinze missions protestantes plus anciennement établies et les deux missions catholiques présentes au Nigéria<sup>6</sup>. Toutefois dès 1889, l'écart se creusait chez les Spiritains avec 40 garçons scolarisés pour 20 filles car les Pères estimèrent rapidement qu'éduquer des filles n'était pas de leur ressort. Leur Maison-Mère n'appréciant guère cette initiative, ils firent rapidement appel à la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, fondée par Anne-Marie Jahouvey en 1806 et dont la vocation était éducative, hospitalière et surtout missionnaire, ce qui était rare pour une congrégation féminine. Les Sœurs de Cluny établirent sous la houlette des Spiritains deux écoles de filles dans le Sud-Est du Nigéria - la première à Onitsha-wharf en région Igbo (1889-1908), constituée à partir des écolières des Pères et la seconde à Calabar en pays Effik (1904-1919) - auxquelles s'ajoutait l'établissement mixte d'Agouléri, créé en 1904 et tenu par les Pères eux-mêmes, à défaut d'avoir un nombre suffisant de sœurs. Lorsqu'elles se retirèrent en 1920, un relais temporaire composé de volontaires laïques irlandaises constitua un expédient pendant quatre années (1920-1924), jusqu'à ce que la Sœur Marie-Magdalene Charles Walker de la Charité d'Irlande (1924-1934) reprenne sérieusement en main l'éducation des filles. Elle innova en utilisant une nouvelle pédagogie basée sur le jeu (la méthode Montessori) et obtint ainsi de meilleurs résultats. Enfin, une congrégation missionnaire féminine irlandaise, les Sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire, spécialement conçue à cet effet en 1924 par le supérieur de la mission depuis 1905, Mgr. Joseph Shanahan (Spiritain Irlandais), la seconda en 1928.
- 4 Ainsi, jusqu'à la fin des années 1920, les Pères du Saint-Esprit obtiennent, après le gouvernement, les plus mauvais résultats du Nigeria en matière de scolarisation féminine. En 1928, les protestants scolarisaient 17 667 filles, les catholiques 1 050 et le gouvernement 772 dans le sud-est du pays<sup>7</sup>.
- 5 Cet article expose les facteurs, internes et externes, qui expliquent la réduction des projets d'éducation féminine au Bas-Niger par les Missionnaires à un simple appendice du vaste mouvement de scolarisation des garçons. Il met en cause les différents éducateurs concernés, les Pères, les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny et les parents d'élèves, parmi

lesquels il convient de faire une distinction entre les pères et les mères des fillettes, les femmes étant avec leurs filles les premières destinataires de l'éducation proposée par les missionnaires catholiques.

Les Pères : un frein à la scolarisation des filles ?

- 6 Les raisons généralement invoquées par la plupart des auteurs ayant abordé quelque peu le sujet (Omenka, Desmond Forristal, Jordan et Rosa Njoku) consistent à en faire endosser la responsabilité aux sociétés traditionnelles Igbo et Ibibio. Si cette explication est plausible, il convient également de se tourner vers les Missionnaires, comme l'a fait Omenka mais de manière timide et limitée, en privilégiant la thèse selon laquelle la politique de non mixité des sexes dans les écoles catholiques aurait été un frein à la scolarisation continue des filles. Mais l'on s'est aperçu que les Pères acceptaient malgré tout des filles dans leurs écoles de garçons, de façon temporaire et officieuse et sans les comptabiliser avant 1925, dans le but de les initier au catéchisme. Par ailleurs, cet auteur ajoute que la carence des filles dans les écoles n'a rien à voir avec un éventuel sexisme des missionnaires<sup>8</sup>.
- 7 Mes recherches<sup>9</sup> soulignent au contraire que les Pères ont fait preuve d'une animosité certaine tant à l'encontre des filles à éduquer que des Sœurs. Il convient en outre de garder à l'esprit le fait qu'ils étaient les Directeurs de l'Œuvre des Filles au spirituel comme au temporel et qu'ils avaient de ce fait des responsabilités plus ou moins directes dans cet échec. Dès le début, les faibles résultats furent attribués à la *nature féminine* ou, pour reprendre les termes du *Bulletin général* de la Congrégation, à « la légèreté d'esprit du sexe faible »<sup>10</sup>, excuse facile et rapide qui permettait de ne pas remettre en cause les méthodes éducatives choisies.
- 8 Le Père Lejeune, Supérieur de la mission de 1900 à 1905, eut des propos particulièrement durs à l'encontre de ses collaboratrices et des enfants scolarisées. Malgré sa lutte pour la sécurité matrimoniale de la femme africaine, il affirmait que « les filles sont cent fois pires que les garçons », « les filles élevées à la Mission ne valent pas mieux que celles des Protestants ». Les jugeant intenables et capricieuses<sup>11</sup>, il songea assez tôt à fermer cette œuvre et décida de toutes les renvoyer en 1903, avec les motifs suivants :
 

Point de travail, point d'obéissance, point de prière... Les deux Sœurs étant impuissantes à faire obéir ces filles, j'ai essayé moi-même. Je n'ai pas mieux réussi. Ces gamines se sont montrées si avancées dans la science du mal, ont dit de telles énormités à l'adresse des Pères et des Sœurs que nous nous sommes consultés sur ce qu'il y avait à faire, nous avons résolu de les renvoyer toutes.<sup>12</sup>
- 9 Les internes furent remplacées par de nouvelles recrues en octobre 1903 et régies avec une discipline plus sévère<sup>13</sup>. Mais la situation laissait encore à désirer, selon le Père Lejeune, plus discret sur les problèmes similaires de l'école des garçons d'Onitsha. En 1908, le Père Shanahan, nouveau Préfet de la mission (1905-1930), reprenait le même discours, estimant qu'à Onitsha, « il n'y a rien à faire avec les filles, les résultats n'étant pas consolants au bout de vingt ans »<sup>14</sup>. Il affirmait que l'œuvre des filles n'avait pas sa place à Onitsha et s'étonna plus tard des résultats de Sœur Magdalene avec les filles de son école de Calabar. Il croyait que cela « n'aurait jamais pu être possible avec des filles », doutant donc foncièrement de leurs capacités intellectuelles<sup>15</sup>.
- 10 Le sexisme des Pères était également dirigé contre les religieuses. On trouve en abondance dans les écrits des Pères des propos tels que ceux du Père Léna, qui avait « parlé en homme, non en bonne sœur ! »<sup>16</sup> Les Supérieurs traitaient fréquemment les Sœurs d'incapables, « ne sachant ni couture, ni médecine, ni blanchissage là où la

population demanderait des personnes plus capables »<sup>17</sup>. En réalité, il semble que le Père Lejeune voulait surtout les charger de la cuisine et du soin du linge des Pères et de leurs garçons, alors que les Sœurs avaient pour directives de leur Maison-Mère de ne céder en aucun cas sur ce point. Celle-ci leur rappelait pourtant que les Pères possédaient la Mission et qu'elles devaient leur obéir, dans la mesure du possible en conservant leur calme<sup>18</sup>. Ce genre d'abus était sans doute courant et les congrégations féminines durent s'en plaindre car Mgr Le Roy, alors Supérieur Général des Pères du Saint-Esprit, précisait dans son Directoire Général des Missions qu'il fallait éviter de charger uniquement les Sœurs de travaux matériels et de les traiter comme des servantes de la Mission. Il recommandait également de leur laisser une indépendance suffisante pour la conduite de leur communauté, les changements de personnel et la direction des œuvres qui les touchaient<sup>19</sup>. A l'époque des Sœurs de St Joseph, des Pères Lejeune et Shanahan, ce fut loin d'être le cas, leurs vues sur l'éducation féminine et leur conception du rôle des Sœurs différant. Comme l'écrivait en 1903 le Père Lejeune, en exigeant le renvoi de « filles pourries jusqu'à la moëlle », mais sans préciser la teneur des « extravagances » (donner le goût de la coquetterie ?) :

Les Sœurs en général et les Sœurs de St Joseph en particulier malgré la sublimité de leur sacrifice sont loin de répondre aux besoins des Missions. Elles ont de l'éducation des filles des idées bien étranges et elles se prétendent trop indépendantes. Je ne les suivrai jamais dans leurs extravagances et à moins qu'elles ne consentent à accepter mes directives, je ne les laisserai pas agir à leur guise.<sup>20</sup>

11 Le Père Lejeune souhaitait aussi créer une école d'externes afin que les Sœurs aient plus de temps pour parcourir le quai et la ville et instruire les malades et les femmes à domicile, mais, ajoutait-il, « ce n'est pas l'opinion de nos Sœurs d'Onitsha ! Et parce que je manifeste mes intentions à la Supérieure, elle me répond que ça ne me regarde pas, qu'on verra... Or si ça ne me regarde pas, je n'ai qu'à m'en aller et elle, la Supérieure, n'a qu'à être nommée préfette ! »

12 Cet antagonisme prit parfois la tournure d'un véritable conflit de personnalité entre Mère Théonite, la Supérieure des Sœurs et Le Père Lejeune, Supérieur des Pères et Préfet de la Mission. Ces rivalités furent essentiellement le fruit d'un manque d'indépendance de la communauté des Sœurs vis-à-vis de celle des Pères tant sur le plan spirituel que temporel. Des raisons pécuniaires expliquent également ces frictions. Le Père Shanahan estimait que l'Œuvre des filles à Onitsha demeurait et avait toujours été « dans les environs de zéro, excepté pour les dépenses »<sup>21</sup>. Le Père Lejeune, avant lui, leur reprochait de ne pas soumettre leurs commandes au Supérieur et de vivre au dessus de leurs moyens :

Je ne puis rien faire aux lettres désolées de Mère Théonite. Je n'ai pas d'argent à lui donner à gaspiller. Nous ne sommes ni des Princes, ni des Princesses, et nous ne pouvons pas marcher sur le pied des Jésuites et des Jésuitesses du Zambèze. Leur nourriture est la nôtre avec en plus toutes les douceurs qu'elles reçoivent par ci, par là. Il est malheureux seulement que toutes les réformes que j'ai proposées pour leurs œuvres aient été si mal reçues alors je ne propose plus rien ! Elles ont fini leur budget depuis juillet et elles vivent en ce moment elles et leurs filles à même celui de notre communauté !<sup>22</sup>

13 Face aux problèmes de santé des Sœurs, il rétorquait que « leur budget est plus malade qu'elles, ce sont des femmes de grande dépense » et qu'elles donnaient par là même de mauvaises habitudes à leurs fillettes<sup>23</sup>. Les Pères estimaient déjà que leurs écoles leur prenaient beaucoup de temps et d'argent et désiraient supprimer une « œuvre inutile » et coûteuse. L'argent dépensé serait mieux employé selon eux dans des œuvres de

catéchistes<sup>24</sup>. De plus, le Père Shanahan souhaitait utiliser le bâtiment des filles et des Sœurs pour ses propres œuvres.

S'il y avait une femme comme Supérieure au lieu d'une enfant, les choses iraient mieux à Onitsha. [...] Si les Sœurs quittaient Onitsha nous aurions de suite une magnifique construction pour nos écoles, Training Institution etc. Il est certain que si elles me donnent l'occasion de les faire partir, je le ferai. J'attends seulement la Mère Anne-Marie.<sup>25</sup>

- 14 Cette période conflictuelle se solda en 1908, lors de la visite de la Sœur Anne-Marie, Supérieure Principale des Sœurs pour le district de la Côte Occidentale d'Afrique, par la fermeture de l'école des filles d'Onitsha, le transfert des Sœurs à Calabar, où se trouvait leur deuxième école, et l'octroi d'une autonomie financière<sup>26</sup>.
- 15 L'indépendance des Sœurs explique la pérennité de l'école de Calabar. Mais l'échec de l'éducation féminine ne trouve pas ses causes du seul côté des Pères Spiritains. Ils en partagent en effet la responsabilité avec les Sœurs elles-mêmes qui manquaient des compétences requises et semblent n'avoir pas toujours fait preuve d'une réelle volonté de faire progresser la scolarisation féminine dans la région.

Le manque de compétence des Sœurs ?

- 16 Nous ignorons encore et ignorerons sans doute toujours si les accusations de Lejeune puis de Shanahan à l'égard des Sœurs étaient fondées. Néanmoins, il est certain que la carence en personnel qualifié a nui considérablement à l'œuvre des Filles. Dès 1867, Mère Rosalie Jahouvey, la deuxième Supérieure Générale de la Congrégation de St Joseph, se voyait contrainte de refuser annuellement un grand nombre de nouveaux établissements<sup>27</sup>, car les vocations se faisaient rares. Par ailleurs, les Sœurs manquaient parfois de compétences linguistiques, notamment au Bas Niger, ne sachant parler ni l'anglais, ni les langues locales. Le Père Shanahan dénonce ainsi :

Sœurs d'Onitsha. Je ne sais pas ce qu'il faut en faire. Il y a vingt ans que les Sœurs sont ici sans donner aucun résultat. D'abord, aucune, à l'exception d'une Irlandaise, ne sait dire un mot d'anglais. C'est du français du matin au soir. Leurs filles ne savent rien, n'ont pas de formation chrétienne. Les Sœurs ne peuvent plus leur parler ni en Ibo, ni en anglais, ne leur font pas le catéchisme, ne gagnent pas leur estime et leur affection. (...) Je crois cependant que s'il y avait des Sœurs apôtres sachant l'anglais et l'Ibo, elles pourraient faire énormément de bien.<sup>28</sup>

- 17 Tout le travail des écoles reposait donc sur une seule Sœur, ayant en général un brevet d'enseignement et parlant l'anglais. Mais le manque de qualification n'était pas seulement le fait des Sœurs. Shanahan réclamait également des confrères parlant l'anglais, alors que la plupart arrivaient « sans pouvoir dire 'yes' au grand détriment de la Mission ». Il soulignait que « les jeunes Pères n'ont pas la moindre notion de ce qu'est une école élémentaire, ils enseignent fort bien la rhétorique ou la philosophie, mais quant à enseigner l'ABC ou le Pater Noster, c'est autre chose »<sup>29</sup>. La vie claustrale était aussi un obstacle pour les Sœurs à une meilleure connaissance du pays et de la population : rarement autorisées à faire des sorties en brousse, elles en furent interdites à partir de 1908<sup>30</sup>.
- 18 Les Sœurs elles-mêmes doutaient de leurs propres capacités intellectuelles et de celles de leurs élèves. La Maison-Mère conseilla aux Sœurs de modérer les Pères pour le projet d'une « haute école » car « on ne pourrait les suivre »<sup>31</sup> et la supérieure Générale ajoutait : « vu l'incapacité des Sœurs, il vaut mieux ne pas entreprendre l'école secondaire »<sup>32</sup>. En 1916, lorsque la Sœur Françoise Larkin rentra en France, la Maison Mère ne pouvait la remplacer car elle n'avait pas de Sœur brevetée ni autre maîtresse et regardait comme

providentiel que les filles aillent à l'école des garçons, ne trouvant pas cela mauvais<sup>33</sup>. La position des Sœurs sur la mixité des sexes semblait donc être plus souple que celle des Pères.

- 19 Courantes au début du siècle, les méthodes pédagogiques des Sœurs de St Joseph furent qualifiées « d'effarantes » par Jean Suret-Canale qui se basa pour les dénoncer sur un ouvrage de Camille Guy, hélas introuvable<sup>34</sup>. Nous avons découvert, au titre des conseils de la Maison-Mère relatifs aux enfants, qu'il fallait « éviter de les frapper »<sup>35</sup>. C'est peut-être pour ces raisons que les fillettes, peu habituées aux méthodes coercitives, se montrèrent indisciplinées, du moins à Onitsha au début du XXe siècle, et quittèrent parfois l'école soutenues par leurs parents. En outre, il est possible qu'un certain nombre d'accidents touchant plus particulièrement les filles à Onitsha aient incité les parents à ne pas confier leurs filles aux Missionnaires. En 1890, une jeune fille rachetée se noyait en se baignant. Puis une épidémie de dysenterie fit succomber huit des quinze enfants touchés. Vers 1900, plusieurs fillettes furent emportées par diverses maladies, attribuées à de vieilles femmes recueillies à la mission et accusées par la population de sorcellerie. La mort d'un enfant de onze ans, fille du chef Idigo d'Agouléri, dont la robe avait pris feu, suscita quelques difficultés aux Sœurs et le départ de plusieurs de leurs internes<sup>36</sup>. En 1901, Lejeune signale de nouvelles défections car les « filles sont peu surveillées dans le travail par les Sœurs, elles ne sont jamais au lavage, il arrive des accidents... Deux ce mois dernier ! »<sup>37</sup>.
- 20 Les Sœurs de Saint Joseph de Cluny avaient adopté la « méthode intuitive » pour les classes maternelles et celle de « l'enseignement mutuel », dite de « Lancaster », qui consistait à former les élèves les plus douées pour en faire les monitrices de leurs camarades, en classes primaires. Nous n'avons trouvé que de maigres indications sur la teneur des programmes, limités à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, et de l'arithmétique basiques. Une large place était donnée à l'instruction religieuse, au travail manuel (participation à la construction des bâtiments et aux travaux de la terre), ainsi qu'à l'éducation ménagère (soin du linge, travaux d'aiguille, cuisine...). Des leçons de choses, des jeux et des exercices physiques étaient également dispensés. Lors de la brève tentative de création d'une école secondaire (1912-1913), la grammaire, la littérature anglaise, la géographie et l'histoire de la colonie, le civisme et en option la musique, le chant et l'algèbre furent enseignés. En 1911, les garçons de l'école primaire d'Onitsha bénéficiaient en sus de cours de français, latin et sténographie. Des méthodes plus modernes, basées sur le jeu et non plus la contrainte, comme celle du Docteur Maria Montessori, portèrent davantage leurs fruits dans les années 1920. La Sœur Charles Magdalene Walker innova également en proposant un enseignement adapté au contexte africain, et en créant en 1928 une école de formation d'institutrices.
- 21 Les rapports difficiles avec les Pères peuvent expliquer le départ définitif des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny en 1920 bien que l'école des filles fut alors florissante avec plus de 200 élèves<sup>38</sup>. Cette coopération difficile et le manque de personnel qualifié expliquent l'évolution cahotique de l'œuvre des filles et le fait que ces trente premières années d'éducation féminine au Bas-Niger ne furent pas couronnées de succès. Mais les Sœurs furent les pionnières d'un mouvement qui allait prendre de l'ampleur dans les années 1920. Les Dames laïques, puis des religieuses plus qualifiées sont arrivées au bon moment, alors qu'on se préoccupait enfin sérieusement des filles dans les politiques éducatives gouvernementales, suite au rapport de la *Phelps Stokes Fund Commission*<sup>39</sup> et alors que les Pères s'étaient enfin décidés à laisser plus de champ libre à leurs collaboratrices.

## Le rejet par les Igbo d'une certaine éducation des Filles

- 22 Les Pères ne virent la population d'Onitsha leur envoyer ses filles pour l'école, une quinzaine seulement, que vers 1897, soit onze années après leur arrivée dans la ville. Jusqu'alors, seules les esclaves rachetées et quelques protestantes confiées par leurs parents étaient scolarisées. Les Igbo puis les Ibibio et les Effik tardèrent à accepter l'éducation féminine dispensée à la Mission, ce pour plusieurs raisons. La plus fréquente et régulière fut celle du mariage. Les jeunes filles devenues chrétiennes, souvent issues de milieux « païens », se trouvaient confrontées aux pratiques coutumières au moment de leurs fiançailles, obligées par exemple de se priver de tout habillement jusqu'à l'âge de leur mariage, comme le déplorait le Père Lejeune : « On comprend qu'avec des idées pareilles, toute idée religieuse est dissipée au bout de quelques mois ».
- 23 Par ailleurs, imprégnées des préceptes chrétiens, elles refusaient la polygamie et devenaient par conséquent plus difficiles à marier<sup>40</sup>. C'est en ce sens que le Bulletin qualifiait l'œuvre des filles de difficile, « les coutumes du pays étant plus tyranniques pour les filles que pour les garçons. A quatorze ans, elles sont données à un mari qu'on leur impose, quelquefois à un vieux polygame qui a largement payé les parents égoïstes. Souvent, il faut heureusement pouvoir le dire, nos enfants sont d'une fermeté inébranlable à refuser un polygame »<sup>41</sup>. Or, la présence prosélyte des musulmans dès la fin du XIXe siècle à Onitsha, que le Père Reling qualifiait de « chancre dévorant l'Afrique et de source de calamités sans nombre »<sup>42</sup>, semble avoir renforcé la polygamie et empêché la conversion des Indigènes.
- 24 Enfin, le fait qu'une fille dite « éduquée » acquérait une valeur supérieure, rendait sa dot plus élevée par rapport à la moyenne, et par conséquent plus difficile à payer. La jeune fille trouvait donc moins facilement le prétendant assez riche pour l'épouser. D'après Sylvia Leith Ross, la dot d'une fille analphabète dépassait rarement 10 à 15 livres à Owerri, tandis que celle d'une fille chrétienne en atteignait au moins 25 vers 1930.<sup>43</sup> Toutefois à partir des années 1930-1940, cette valeur scolaire deviendra une valeur matrimoniale positive, les jeunes gens instruits cherchant de plus en plus à épouser des filles « éduquées ».
- 25 D'autre part, les Igbo, ou du moins la population masculine, se refusaient à envoyer les filles à l'école car ils étaient en désaccord avec la teneur des enseignements dispensés par les Sœurs. Les hommes ne tenaient pas à voir leurs épouses et filles s'émanciper. Ils admettaient volontiers que leurs fils reçoivent une instruction occidentale approfondie, mais pour leurs filles cela leur semblait inutile. Ainsi Lejeune, confronté à ce problème, en concluait que :
- l'œuvre des filles est nuisible ou bien il est impossible de les garder et quand on les garde, elles ne trouvent pas à se marier. Les indigènes disent qu'il est suffisant pour une femme de savoir planter des ignames et obéir à son mari. Ils ajoutent que la religion mais la religion seule sans instruction, robes et colifichets peut améliorer une femme. Et ma foi ! C'est vrai et c'est pour cela que nos chrétiens libres ne veulent d'aucune fille *who speaks english* ! Nous sommes d'accord.<sup>44</sup>
- 26 Si la gente masculine voyait dans le Christianisme un moyen de promotion sociale pour ses membres, c'était aussi un élément de domination supplémentaire vis-à-vis de leurs compagnes. Les Chrétiens libres préféraient souvent « avec raison » se marier à des païennes, habituées à la culture des champs et au gros travail, plutôt qu'à des Demoiselles à robes et à pommade, car « une fois mariées, ces païennes deviennent toutes chrétiennes et elles n'ont rien coûté ! »<sup>45</sup> Faire venir les filles à l'école perdait donc tout intérêt

puisqu'on pouvait avoir à si bon compte des familles chrétiennes, tout en ne contrariant pas les coutumes locales. Il fallait donc rendre dociles et pleines de foi les quelques filles élevées à la Mission, auxquelles jusqu'alors les Sœurs donnaient trop le goût de la coquetterie. Les Chrétiens n'en voulaient pas comme femmes, car « elles ne leur obéissaient pas, dépensaient trop en bottes, chapeaux et perles. » C'est en partie pour ces raisons que fut réorganisée l'Œuvre des filles en donnant au travail manuel et à l'instruction religieuse une part de plus en plus importante<sup>46</sup>. Cette réorganisation des enseignements dut convenir aux Chrétiens puisqu'ils firent une pétition en juin 1903 pour que les Sœurs ne partent pas à Old Calabar comme cela était initialement prévu<sup>47</sup>. La volonté du Père Shanahan de faire des filles éduquées à la Mission des femmes « humbles et soumises » répondait également à une demande des Igbo et ce fut par l'enseignement ménager et professionnel qu'on amena les pères à admettre une éducation de leurs filles. Ainsi, l'association des « Catholic Old Boys » de Calabar déposa en 1923 une pétition afin que l'on revienne au temps de l'école des Sœurs de St Joseph de Cluny. Leurs griefs allaient à l'encontre des Dames Laïques qui ne dispensaient pas l'éducation requise à leurs filles comme à leurs futures épouses et maîtresses de maison. Une femme pouvait obtenir des diplômes d'enseignement, mais si elle n'avait pas une bonne formation ménagère, n'apprenait pas la couture et l'économie du foyer, son éducation n'avait à leurs yeux aucun sens ni aucune valeur. Ils demandaient que leurs filles ne soient pas confinées à une connaissance livresque et religieuse, mais puissent apprendre aussi l'économie domestique<sup>48</sup>. On comptait donc sur les filles pour assurer avec leurs mères le service du foyer, qui fut d'ailleurs longtemps l'une des causes de l'absentéisme fréquent des écolières.

- 27 Le système des Centres de Formation Ménagère, où les jeunes catéchistes-instituteurs plaçaient leurs fiancées pour une période déterminée, eut d'ailleurs beaucoup plus de succès que les écoles de filles à la même période. Elles avaient chacune une case et s'occupaient de ces centres comme d'une maison à gérer. Chez les Protestants, on leur apprenait à lire, condition essentielle au baptême puisqu'il fallait savoir lire la Bible<sup>49</sup>.

Les résistances des femmes

- 28 Cependant cette éducation, proposée par les missionnaires catholiques avec l'assentiment des pères ou fiancés des filles confiées, répondait-elle vraiment aux attentes des femmes Igbo, Ibibio et Effik ? La plupart des femmes concevaient l'éducation traditionnelle dispensée à leurs filles comme une formation à la vie. Elles ne voyaient souvent pas l'intérêt d'une scolarisation en supplément qui ne leur permettait de s'intégrer ni à leur milieu d'origine, ni à la nouvelle société coloniale, du moins dans l'immédiat. De plus, l'éducation féminine occidentale était enseignée chez les Sœurs, ce que combattaient les Onitshates. Ainsi, un palabre rapporté par le Père Lejeune eut lieu à la Mission en 1903 :

Les femmes chrétiennes ont fait comprendre aux Sœurs qu'elles ne voulaient pas leur donner leurs filles, parce qu'aucune de leurs enfants ne trouvaient à se marier après un stage plus ou moins long au Couvent, parce que les filles sont trop paresseuses, trop insolentes et trop libres. Ensuite, elles ont proposé une femme pour tenir les filles, leur enseigner le ménage Onitsha et non le ménage blanc, et elles paieront elles-mêmes cette femme. Enfin, les parents des enfants s'engageront à payer quelque chose. C'est donc un bon résultat.<sup>50</sup>

- 29 On retrouve là l'esprit d'initiative des femmes Igbo, qui ne souhaitaient pas voir l'éducation de leurs filles leur échapper et être complètement entre les mains des missionnaires. De même, une mère qui s'était vue mettre à la porte de la Mission décida de retirer son enfant de l'école et fut suivie par d'autres parents<sup>51</sup>. Par ailleurs, les mères

avaient besoin de leurs filles pour assurer les travaux ménagers qu'elles devaient accomplir quotidiennement entre les champs, le marché, la maisonnée et la surveillance des enfants en bas-âge. Quant aux fillettes des Sœurs, il leur arrivait également de se montrer réfractaires et insubordonnées. Elles pratiquaient une sorte de grève de l'école et n'hésitaient pas à boycotter collectivement les cours ou à prendre le chemin de la brousse<sup>52</sup>.

- 30 Les femmes constataient avec colère ou amertume que les traditions dont elles étaient les détentrices étaient constamment combattues, telles la nudité jusqu'au premier enfant, le port des anneaux, les peintures sur le corps. On critiquait à présent la manière dont elles tenaient leur foyer en leur proposant de nouveaux modèles et en rendant leurs filles méprisantes envers les coutumes. Mais ce fut surtout la condamnation de la danse et des religions « féminines » qui déclencha plus tard des réactions agressives. Les récits des Pères permettent de mieux comprendre la hargne avec laquelle ils combattaient ces coutumes :

J'ai dû fortement agir une fois, il y avait la fête des jeunes filles en ville et plusieurs de nos petites filles se sont permises d'y aller pour regarder ! Le grand nombre est resté à la Mission mais toutes se sont peintes. C'était paraît-il pour s'amuser. Toujours est-il que j'ai dû réagir rigoureusement, car laisser les peintures sans rien dire, c'est consentir à ce qu'on les remette. Parmi celles qui étaient descendues se trouvaient Rosa et Ozéméné. Pour donner une sanction à mes paroles, j'ai retiré Rosa de chez Sam et Madeleine pour les punir car ils ne savaient pas garder cette fille. Quant à Ozéméné, le Bon Dieu dans sa sagesse et sa miséricorde s'est plu à la rappeler à lui peu de temps après. Elle avait été la seule à danser. Le Bon Dieu a dû l'enlever avant qu'elle ne devienne mauvaise.<sup>53</sup>

- 31 Ces propos montrent l'aveuglement dont faisaient parfois preuve les missionnaires, ignorant tout de la psychologie enfantine comme du patrimoine culturel africain. Ils ne comprirent pas *la danse*, que définira plus tard Léopold Sedar Senghor comme « une cendre encore chaude d'une émotion sacrée ». Un autre poète leur répondrait que « la danse est nécessaire, Dieu ne la défend pas. Il nous eut fait des pieds de verre s'il eût voulu qu'on ne dansât pas »<sup>54</sup>. Par ailleurs, les femmes dont les maris se convertissaient au christianisme se voyaient répudiées s'ils étaient polygames et n'avaient d'autre choix que de s'insérer au village chrétien pour éviter de perdre tout statut social. La monogamie imposée favorisait un plus grand nombre de relations de concubinage de l'époux, cette fois officieuses et qui plaçaient la femme légale dans des positions parfois intenable.
- 32 De fin octobre 1925 à novembre 1926, une révolte appelée « nwaobiala » ou « Dancing Women's Movement », essentiellement religieuse et menée uniquement par des femmes, se déroula dans le sud du Nigéria. Les origines de ce mouvement ne sont pas très claires, mais il trouverait sa source dans une naissance miraculeuse et dans la remise d'un message du Dieu Chukwu aux femmes d'Atta (district d'Okigwe). Ce mouvement se répandit comme une traînée de poudre grâce au système des Sociétés de Femmes (assemblées villageoises de femmes propres aux systèmes politiques Igbo et Ibibio), à Abakaliki, Umuahia dans la région d'Owerri, ainsi qu'à Awgu, Axka Ihiala, Nnewi et Nnobi dans la province d'Onitsha, jusqu'à celle d'Ogoja chez les Munshi. Des bandes de femmes souvent âgées critiquèrent violemment la destruction de leurs coutumes. Elles demandaient à ce que les jeunes femmes marchent de nouveau nues jusqu'au premier enfant. A Umuahia, elles arrachèrent les vêtements des jeunes filles chrétiennes. Elles revendiquaient le droit de juger leurs propres affaires, de fixer les prix des marchés et

réclamaient la destruction des nouvelles routes. Elles tentèrent enfin de forcer des chrétiennes à rejoindre leur mouvement. Cette rébellion fut pour le moins conservatrice, car ces femmes, voyant leur statut social, économique et moral menacé par les innovations du colonialisme, souhaitaient un retour à l'ordre ancien. Mais c'était aussi un mouvement spirituel, qui appelait à une purification de leur société « corrompue par le pouvoir britannique » et la religion chrétienne. Une quarantaine de « païennes » furent d'ailleurs jugées à la fin de cette insurrection pour avoir assailli des chrétiennes. Les femmes ne s'attaquèrent pas aux Missions mais plutôt à l'idéologie victorienne dont elles étaient porteuses. Mais c'est surtout la perte de leur pouvoir économique, celui-là même qui leur permettait de résister à la pression patriarcale, qui les vit se soulever en masse et refuser l'éducation de « femme au foyer » que leur proposaient les missionnaires.

33 Si les femmes eurent l'occasion de commercer quelque peu avec les premières firmes européennes, elles perdirent ce privilège, les hommes instruits dans les écoles sur les méthodes commerciales leur faisant une concurrence déloyale<sup>55</sup>. Ils reprirent à leur compte le marché de l'huile et du manioc, mais sans orienter les bénéfices comme le faisaient les femmes auparavant vers la subsistance familiale. Elles furent alors obligées de travailler non seulement à la production de cultures vivrières mais aussi à celles requises pour l'exportation. Le sort des paysannes s'aggrava donc au cours de la période coloniale. Les « reines du marché » virent la tarification leur échapper entièrement avec l'entrée de l'économie du pays dans le marché et la spéculation internationaux. Ce rôle de commerçantes qui leur conférait une indépendance politique et sociale diminua. Aucune femme ne fut nommée dans les *Native Courts*, tribunaux indigènes présidés par les *Warrant Chiefs* (chefs désignés par décrets), sur lesquels reposait le système d'administration indirecte du colonisateur anglais. Le système des *Native Courts*, s'il favorisait le droit des femmes en matière de politique matrimoniale ou d'héritage, leur retirait en revanche leur pouvoir législatif, incarné par les assemblées féminines villageoises<sup>56</sup>. Avec les nouvelles lois britanniques, elles ne pouvaient plus pratiquer le boycottage (la grève de l'amour, de la cuisine et du soin des enfants), moyen de pression efficace pour obtenir gain de cause<sup>57</sup>. Le victorianisme les confinait totalement à leur foyer, la politique était entièrement l'affaire des hommes.

34 Les missionnaires contribuèrent à la mise en place de ce nouveau système qui visait à rendre les femmes passives à l'extérieur, actives à l'intérieur (du foyer) en donnant un cadre idéologique à la perte des droits des femmes et en renforçant la structure patriarcale des sociétés où ils œuvraient. L'une de leur plus grande « victoire » en matière éducative fut d'avoir appris la couture à ces femmes. Un rapport à la Sainte Enfance<sup>58</sup> soulignait ainsi que « les Igbo commencent à comprendre que la femme peut faire autre chose que préparer le repas ou faire le marché, comme ils commencent à s'habiller, ils se rendent compte que la femme peut coudre, laver et raccommoder leurs habits »<sup>59</sup>.

Le tournant des années 1930

35 La crise du commerce de l'huile de palme dans les années 20 et la tentative du Gouvernement de recenser les femmes et les enfants en vue d'une imposition directe sur les foyers se solda par une « guerre des femmes », dite « les émeutes d'Aba », de novembre 1929 à janvier 1930. 60 femmes furent tuées et pas un seul homme dans toute la région des Palmeraies et au delà. Nous avons trouvé peu de commentaires dans les archives des Pères sur cette révolte. Notons le mot de Mgr Heerey, selon qui « des choses bizarres se passent ici [...]. Il y eut un grand conflit entre les femmes du Nigéria et l'Etat, il

y eut des pertes de vies et ce n'est pas encore fini. »<sup>60</sup> Le Père Streich nous donne quelques détails :

On procéda à une estimation des biens mobiliers et à un recensement des femmes, pour introduire éventuellement un nouvel impôt mobilier qui devait dépendre aussi du nombre des femmes de chacun, une petite insurrection eut lieu. Ce furent surtout les femmes qui y prirent part, conseillées et aidées par leurs peu courageux maris. Dans les districts d'Opobo, d'Eket et d'Aba, on arriva aux voies de fait. Des cours de justice indigènes et des factoreries furent incendiées. Les femmes se postèrent, armées de gros bâtons, revêtues de leur costume de guerre (quelques feuilles de palme) par groupes de 50 à 100 aux postes gouvernementaux pour y élever de hautes protestations. Certains Blancs prirent peur à l'approche de ces amazones et firent ouvrir le feu. Il y eut des mortes et de nombreuses blessées, qu'on cachait soigneusement devant les Blancs. La punition des incendiaires fut cruelle. Des soldats mahométans laissaient libre cours à leur haine des « infidèles ». On confisqua d'abord le contenu des greniers et mit ensuite le feu aux villages des incendiaires. Le but de cette petite révolution fut quand même atteint. On n'entendrait plus parler de nouveaux impôts. [...] Si l'on prend pour revenu annuel d'une femme ibibio rien que la moitié de celui d'un homme, ce serait toujours une jolie petite somme pour des négresses modérées dans leurs besoins. On comprend bien pourquoi elles se sont si basement opposées au dénombrement officiel de leurs biens.<sup>61</sup>

- 36 Cette analyse des événements reflète parfaitement l'incompréhension des missionnaires et des coloniaux sur la situation féminine au Nigéria méridional. Il a été démontré que les hommes ne s'impliquèrent pratiquement pas dans cette révolte, excepté à Calabar. Les femmes agirent de leur propre chef, et de nombreuses chrétiennes cette fois participèrent à la lutte en prenant la tête du mouvement. Mary Onumaere, leader de 3 000 femmes à Nguru, Janet Okala à Owerrinta, deux femmes instruites, dirigèrent les illettrées et rédigèrent des pétitions. Elles se battaient contre une crise de subsistance provoquée par la chute des cours de l'huile de palme. Elles firent alors une véritable démonstration aux Britanniques de leur capacité à reprendre en mains leur avenir. Le Gouvernement, surpris par cette rébellion inattendue, chargea Sylvia Leith Ross et Margary Green de faire les premières études ethnologiques sur les femmes du sud-est du Nigéria.
- 37 Jusque dans les années 1920, aucune compensation ne leur avait été offerte pour la perte de leur pouvoir économique. Cependant, il semble que c'est à cette période que les femmes Igbo et Ibibio prirent conscience de la nécessité pour elles d'accéder à l'école, qu'elles avaient considérée jusqu'alors comme une partie de l'ensemble colonial à combattre. Ainsi, à l'arrivée des Sœurs du Saint Rosaire en 1927 à Onitsha, elles voulurent se faire inscrire par milliers, nous rapportent les Pères : « Le premier jour que les Sœurs ouvrirent leur école à Onitsha, plus de 500 enfants se présentèrent. Elles ne pouvaient en accepter que 250 »<sup>62</sup>. Les femmes décidèrent de mettre fin au privilège des hommes en matière scolaire, mais aussi en matière économique et politique. Après 1930, des femmes furent nommées aux *Native Courts* dans les régions les plus touchées par les révoltes, signe d'un changement des temps et des esprits<sup>63</sup>. Une nouvelle ère s'ouvrait donc pour les femmes Igbo et Ibibio dans les années 1930.
- 38 Mais, si elles accèdent enfin à l'éducation et si elles en acceptent le principe, les perspectives d'avenir que leur offre la scolarisation chez les missionnaires catholiques vers 1930 sont encore limitées. La plupart deviennent femmes vertueuses au foyer ou « déclassées »<sup>64</sup>, c'est à dire assimilées à des prostituées ou courtisanes dans le cas des jeunes filles d'origine étrangère ou esclave, qui n'ont pas été acceptées par les sociétés locales comme des épouses dignes de leurs fils, ou de celles qui migrent vers les villes

pour échapper au mariage forcé, à la dureté de la vie rurale et se tournent vers la prostitution à défaut de pouvoir pratiquer une activité commerciale. Koren reconnaît d'ailleurs que le fléau de la prostitution ne diminua que lorsque la scolarisation et les perspectives professionnelles des filles s'alignèrent sur celles des garçons<sup>65</sup>. Comme le soulignait en 1928 la Sœur Magdalene Charles Walker, « le véritable problème résidait dans le fait que les filles sorties de l'école missionnaire n'avaient aucun moyen de gagner honnêtement leur vie » et dépendaient financièrement de leurs parents jusqu'au mariage.<sup>66</sup> Les réformes qu'elle entreprit permirent à un certain nombre de jeunes filles de se tourner vers la vie religieuse ou de devenir institutrices-catéchistes, voire infirmières. Ces perspectives professionnelles restèrent toutefois limitées. On assiste à une féminisation tardive des petits métiers dans les grandes villes où les hommes mobilisent alors la totalité des emplois salariés. On note cependant l'apparition du métier de couturière dans les années trente, et la première standardiste est embauchée en 1930. La *Ligue féminine de Lagos*, représentante de la bourgeoisie, avait demandé dès 1923 que les femmes soient employées dans le service public, mais elle n'obtint qu'un refus catégorique du Gouvernement colonial, malgré le grand nombre de femmes déjà actives en Grande-Bretagne<sup>67</sup>. Pendant toute la période coloniale, il fut hors de question pour les missionnaires, comme pour le colon britannique, de voir les femmes acquérir une meilleure éducation par le biais d'une scolarisation plus poussée et dépasser, par conséquent, le seuil du foyer ou de l'Eglise. Cette politique a encore des répercussions aujourd'hui puisque les Nigérianes étaient, en 1995, analphabètes à 66,5 % contre 37,7 % des hommes<sup>68</sup>.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Notre étude s'appuie essentiellement sur les sources tirées des archives des Pères du Saint-Esprit (Séminaire des Missions, 12, rue du Père Mazurié, 94669 Chevilly-Larue) et des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny (21, rue Méchain, 75014, Paris) basées dans la région parisienne.

AJAYI, J.F. Ade, 1965, *Christian Missions in Nigeria, 1841-1891 : The Making of a New Elite*, Bristol, Longman.

BALANDIER, G. et MAQUET, P. 1978, *Civilisation Noire et Eglise Catholique*, Colloque d'Abidjan, Paris.

R.P. BOUCHAUD 1958, *L'Eglise en Afrique Noire*, Genève, La Palatine.

COQUERY-VIDROVITCH, C., 1994, *Les Africaines, histoire des femmes d'Afrique Noire du XIXe au XXe siècles*, Paris, Editions Desjonquères.

KOREN, H., 1982, *Les Spiritains, trois siècles d'histoire religieuse et missionnaire*, Paris, Beauschesne.

LEITH ROSS, Sylvia, 1939, *African Women, a study of the Ibo of Nigeria*, London, Faber and Faber.

MBA Nina Emma, 1982, *Nigerian Women Mobilized, Women's Political Activity in Southern Nigeria*, Institute of International Studies, University of California, Berkeley, Research Series n° 48.

MULLER, Birgit, 1980, *Réactions des femmes Igbo à l'entreprise coloniale : les révoltes de 1925 et 1929*, mémoire de maîtrise, Université de Paris VII.

- OKONJO, Kamene, 1980, « the dual-sex political system in operation : Igbo Women and Community », in : *Male and Female in West Africa*, ed. by C. OPPONG.
- OKOROCHA, C., 1987 *The meaning of religious conversion in Africa, the case of the Igbo of Nigeria*, Avebury.
- OMENKA, N. 1989 *The school in the service of evangelization : the catholic educational impact on Southern Nigeria (1886-1950)*, New York, Köln, Leiden, E. J. Brill.
- PAGNON, Estelle, 1994, *Les missionnaires catholiques et l'éducation des filles dans le Sud-Est du Nigéria de 1885 à 1930*, mémoire de maîtrise sous la direction de Odile Goerg, Université de Strasbourg.
- SURET-CANALE, Jean, 1979 (3ème édition), *Afrique Noire, ère coloniale, 1905-1945, géographie, civilisations, histoire*, Paris.
- Sister Ryan, M. B., (ed.), 1967, Vol. I, 1977, Vol. II, *Bishop Shanahan and his missionary family : missionary Sisters of the Holy Rosary*, Leinster, Dublin.
- Sœur Magdalene Charles WALKER, 1928, "Education of Girls in Southern nigeria", in : *International Review of Missions*, pp. 505-514.
- UNESCO, *Compendium of Statistics on Illiteracy, 1995 Edition*, Statistical Report and Studies, n° 35.

## NOTES

1. R.P. Bouchaud 1958 : 69.
2. Ajayi 1965 : 134.
3. Congrégation des Pères du Saint-Esprit (CSSP), *Bulletin Général* (BG), Tome 32 (1925-1926). Au Loango, mission la plus florissante après celle du Nigeria, ils affichent la même année 77 écoles primaires, 5 846 garçons, 495 filles et au Kilima-Ndjaro, 106 écoles, 3 201 garçons et 2 750 filles.
4. *La Documentation Catholique*, Tome I, 1919, « Les questions actuelles : le féminisme et les catholiques canadiens », p. 551.
5. Il s'agit d'une pratique locale Igbo et Ibibio consistant à reclure et à « engraisser » pour une période de 28 jours à trois mois les jeunes fiancées, à la veille de leur mariage pour les rendre très bien portantes et par conséquent plus désirables.
6. Les Pères du Saint-Esprit furent directement confrontés à la *Church Missionary Society*, représentante de l'Eglise anglicane et implantée à Onitsha depuis 1858 où elle avait ouvert une école de filles à défaut de pouvoir scolariser les garçons, et à la *Presbyterian Church of Scotland* à Calabar dès 1846. Les Baptistes d'Irlande du Nord, surnommé la *Qua Ibo Mission* arrivés en 1887, furent également au nombre de ses principaux concurrents. On peut signaler la présence sur la rive ouest du Niger d'une autre mission catholique, la *Société des Missions Africaines de Lyon*, mais dont l'aire d'évangélisation ne recouvrait pas celle des Pères du Saint-Esprit.
7. *Nigeria Annual Report on the Education Department of Southern Provinces*, Lagos, 1928.
8. Omenka 1989 : 204.
9. Pagnon 1994.
10. CSSP, BG, Tome XVIII, Onitsha, sept. 1894-nov. 1896, p. 413.
11. CSSP, Boîte 192- Dossier B- chemise II, Lejeune, Onitsha, 10-25 nov. 1901.
12. CSSP, 192-B-II, Calabar, Lejeune à son Supérieur Général (SG), 19 juillet 1903.
13. CSSP, 192-A-IV, Rapport à la PF (Préfecture), Lejeune, 2 oct. 1903.

14. SSJC (Sœurs de Saint-Joseph de Cluny), K.AF.2.B, 3, Lettre de Shanahan à la Supérieure Générale, 20 mai 1908.
15. Sister Ryan : 62.
16. CSSP, 192-B-V, Calabar, 14 oct. 1908, Père Léna.
17. CSSP, 192-B-III, Lejeune, 23 déc. 1903/ 6 janv. 1904.
18. SSJC, K.AF.2.A, 5, Carnet de correspondance de la Maison-Mère, Onitsha, 22 juillet 1901, Mère Basile.
19. CSSP, Directoire général, Mgr Le Roy, 1930, pp. 71-72.
20. CSSP, 192-B-III, Lejeune, 28 sept. 1903.
21. CSSP, 192-B-IV, Shanahan, 28 mai 1905.
22. CSSP, 192-B-II, Lejeune, 1er oct. 1902. Elles avaient un budget de 3 000 F supérieur à celui de la Station d'Agouléri et de Nsubé, avec lequel elles devaient payer l'abonnement à leur Maison-Mère.
23. CSSP, 192-B-II, Onitsha, 9 janv. et 26 nov. 1902, Lejeune.
24. CSSP, 192-B-V, Shanahan, 28 oct. 1908.
25. *Ibid*, lettre du 21 janv. 1908.
26. SSJC, K.AF.2.B, 9, Règlement de la Communauté des Sœurs par rapport à la Mission, 1908. Un règlement avait été établi, stipulant que la Supérieure n'avait aucun compte à rendre au Père Shanahan, c'est-à-dire au Père Supérieur, ni même à lui faire connaître son en-caisse. L'argent de l'hôpital, où elles prenaient soin des malades, leur revenait, ainsi que les revenus des écoles, ressources procurées par les travaux d'aiguille et les dons.
27. SSJC, Dossier Circulaire de Mère Rosalie, Lettre circulaire n° 30, 12 mai 1867, p. 43.
28. CSSP, 192-B-IV, Shanahan, Onitsha, 18 avril 1907.
29. *Ibid*.
30. SSJC, K.AF.2.B, 9, Règlement de la Communauté des Sœurs par rapport à la Mission, 1908.
31. SSJC, K.AF.2.B, 8, Maison Mère, 10 mars 1910.
32. SSJC, *ibid*, lettre du 12 janv. 1911.
33. *Ibid*, lettre du 31 mai 1916.
34. Camille Guy, A. F., n°8, 1924, p. 438, in Suret-Canale 1979 : 465.
35. SSJC, Soeur Basile à Mère Théonite, 27 mai 1901.
36. SSJC, BG, Tome VII, Onitsha, 1900-1903, p. 18.
37. CSSP, 192-B-II, Lejeune, 29 oct. 1901.
38. SSJC, K.AF.2.A, Maisons fermées à Calabar, Bas-Niger.
39. Financée par des organisations philanthropiques américaines dont l'objectif est d'améliorer l'enseignement colonial en le reliant aux expériences éducatives des Noirs américains, cette commission mène de 1920 à 1923 une enquête sur l'éducation dans les colonies d'Afrique noire. Paru en 1926, *Le Code de l'éducation de la colonie et des provinces du Sud du Nigéria* résulte de cette réflexion.
40. CSSP, 191-A-VIII, Onitsha, mars 1890-92, Lutz.
41. CSSP, BG, Tome XXIX, Calabar, 1912-1917, p. 195.
42. CSSP, 192-A-VIII, Père Reling, 12 avril 1898.
43. Leith-Ross : 206-207.
44. CSSP, 192-B-II, Lejeune, 25 janv. 1902.
45. CSSP, *ibid*.
46. *Ibid*, Lettre du 1er oct. 1902.
47. SSJC, K.AF.2.B, 8, Lettre de la Maison Mère, 4 juin 1903.

48. CSSP, 554-VII, Calabar, Pétition des « Catholic Old Boy », 13 oct. 1923.
49. Leith Ross : 189 et 205.
50. CSSP, 192-B-III, Lejeune à Mgr Le Roy, Onitsha, 14 mai 1903.
51. CSSP, 192-A-VIII, *Journal de la Communauté d'Onitsha*, traduit par O' Sulliver, 5 juillet 1886.
52. CSSP, 192-B-II, Lejeune, Onitsha, 10 nov. 1901.
53. CSSP, 191-B-XII, Lettre du 25 sept. 1895, Agouléri.
54. Cité par Balandier et Maquet 1978 : 248.
55. Muller 1980 : 74-76.
56. Coquery-Vidrovitch 1994 : 112.
57. Mba 1982 : 42.
58. Oeuvre missionnaire fondée en France en 1843 par Mgr de Forbin-Janson, puis contrôlée par Rome. Elle s'occupe de pourvoir à l'éducation chrétienne des enfants « païens » en faisant appel aux dons des enfants chrétiens.
59. CSSP, 192-A-II, Rapport à la SE, 1899.
60. CSSP, 555-IV, Mgr Heerey au Dr Byrne, 3 janv. 1930.
61. CSSP, 556-IX, *Chez les Ibibio*, Etudes du P. Streich, 1933, cahiers n° 2 et 4.
62. CSSP, 554-VII, 2, Rapport annuel à la PF, 1927-1928.
63. Mba 1982 : 41.
64. CSSP, 192-B-II, Lejeune, Onitsha, 10 juin 1904 et 9 janvier 1902.
65. Koren 1982 : 499.
66. Sœur Magdalene Charles Walker 1928 : 512-513.
67. Mba 1982 : 64.
68. Unesco 1995.

## RÉSUMÉS

Cet article est tiré d'une recherche sur l'œuvre éducative des Pères du Saint-Esprit et des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, missionnaires catholiques, dans le Sud-Est du Nigeria de 1885 à 1930. En 1925-1926, ils scolarisent 45 000 garçons contre 225 filles seulement dans 1 191 écoles dont 1 école de filles. Malgré une volonté initiale avérée de scolariser les filles, il semble que ces écoles missionnaires soient surtout masculines. Quels ont été les facteurs à l'origine de cette sous-scolarisation féminine ? Les obstacles ou résistances à la scolarisation féminine, recensés dans les archives de ces deux congrégations, sont le fait de tous les acteurs de l'éducation, des Pères et des Sœurs tout comme de la population locale masculine et féminine Igbo, Ibibio et Effik. Ils sont essentiellement d'ordre socio-culturels, puis économiques et enfin liés à un manque de qualification des missionnaires.

This article is an extract from a study made three years ago. It is dealing about the Spiritan Fathers and the Holy-Joseph's Sisters of Cluny, both catholic missionaries, who worked together in the South-East of Nigeria in order to evangelize the local population. They have mainly conducted educational activities. In 1925-1926, they have registered 45 000 boys and 225 girls in their 1 191 schools, which only one is for the girls, despite their first will to scolarize the girls as equally as the boys. What are the factors conducive to this gender discrimination ? They are

mainly socio-cultural and economic causes to this under-scolarization of girls, emanating from all the actors of education, the missionaries, Fathers and Sisters and the local population from the men as the women.

## AUTEUR

### ESTELLE PAGNON

Estelle PAGNON revient de Bombay où elle a travaillé pour une organisation non gouvernementale indienne, SUPPORT (Society Undertaking Poor People's Onus for Rehabilitation), s'occupant essentiellement des enfants des rues et de familles vivant sur les trottoirs. Dans le cadre de sa formation universitaire, elle s'est spécialisée sur l'Afrique subsaharienne autour de la question de l'éducation des filles et de l'alphabétisation des femmes. Titulaire d'une maîtrise d'histoire de l'Afrique (Université de Strasbourg) et d'un diplôme de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (Genève), elle a rédigé deux mémoires : « La scolarisation des filles par les missionnaires catholiques dans le Sud-Est du Nigeria de 1885 à 1930 » (1994) et « Savoir et pouvoir : la scolarisation et l'alphabétisation des femmes au Nigeria de 1960 à nos jours » (1996).